

THE INSIDE TRACK

DES INFORMATIONS CONCISES SUR LA PROCHAINE
SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

Le Inside Track CDH55 : la 55ème session
ordinaire du Conseil des droits de l'homme

Du lundi, 26 février 2024 au 5 avril 2024
(session de 6 semaines), Salle XX, Palais des Nations

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP



Vue générale des participants à la 30e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme. 30 septembre 2015.

UN Photo / Jean-Marc Ferré

EN BREF

- [104](#) dignitaires et fonctionnaires de haut niveau devraient faire des déclarations au cours des quatre jours du segment de haut niveau du CDH55, qui se déroulera de manière hybride. Jusqu'à présent, deux chefs d'État ou chefs d'État adjoints, sept chefs de gouvernement ou chefs de gouvernement adjoints et 68 ministres ou vice-ministres ont prévu de s'adresser au Conseil. Le Secrétaire général des Nations unies, S.E. M. António Guterres, ainsi que le Président de l'Assemblée générale des Nations unies, S.E. M. Dennis Francis (Trinité-et-Tobago), prononceront également un discours au début du segment de haut niveau.
- Le **4 mars**, M. Volker Türk, Haut Commissaire aux droits de l'homme, ouvrira la session du CDH55 par une **mise à jour orale de la situation des droits de l'homme dans le monde**. Cette mise à jour orale, ainsi que d'autres mises à jour orales portant sur des situations de pays spécifiques constitueront la base du débat général sous le point 2 de l'ordre du jour les 4 et 5 mars.
- Au cours de la session, le Conseil tiendra **37 dialogues interactifs** avec le Haut Commissaire, son bureau et les experts désignés (c'est-à-dire les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, les mécanismes d'enquête, ainsi que le représentant spécial du Secrétaire général). Le Conseil tiendra également **trois dialogues interactifs renforcés, un dialogue de haut niveau, ainsi que neuf débats généraux**.
- Au cours de la session, le Conseil examinera les **rapports par pays** soumis par le Haut Commissaire (HC) ou le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme (OHCHR), et le Secrétaire Général des Nations Unies (SG) couvrant les questions relatives aux droits de l'homme, entre autres :
 - Point 2
 - **Chypre.**
 - **Myanmar.**
 - **Situation des droits de l'homme dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est**, et obligation de garantir les principes de responsabilité et de justice.
 - **Soudan.**
 - **Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020.**
 - **Golan syrien occupé.**
 - **Les colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé.**
 - Point 10
 - Assistance technique et renforcement des capacités visant à améliorer la situation des droits de l'homme en **Haïti**, en lien avec la demande des autorités haïtiennes d'une action internationale coordonnée et ciblée.
 - Assistance technique et renforcement des capacités pour le **Soudan du Sud**.

- Le Conseil examinera également les **rappports thématiques** présentés par le Haut Commissaire (HC) ou le Bureau du Haut Commissaire aux droits de l'homme (OHCHR), et le Secrétaire général des Nations Unies (SG), y compris, *entre autres* :
 - Point 2
 - **Conclusions et recommandations des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales** ([rapport du SG](#)).
 - **Activités des bureaux du HCDH au Guatemala, au Honduras et en Colombie** (rapports de HC).
 - **Application effective des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme** ([rapport](#) du SG).
 - Point 3
 - **Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants** (rapports du SG sur le [Fonds de contributions volontaires](#) et sur le [Fonds spécial](#)).
 - **Rôle d'une bonne gouvernance** ([rapport du HC](#)).
 - **Sécurité des journalistes** ([rapport du HC](#) et [note du Secrétariat sur le rapport du SG](#)).
 - **Droits des personnes handicapées** ([H C D H](#)).
 - **Droits de l'enfant** ([rapport du HC](#)).
 - **Les jeunes et les droits de l'homme** ([rapport du HCDH](#)).
 - **Questions relatives aux minorités** ([rapport du HC](#)).
 - **Terrorisme et droits de l'homme** ([note du Secrétariat sur le rapport du SG](#)).
 - **Droits de l'homme et changements climatiques** (rapport du HC).
- Point 9

Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs, la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence visant certaines personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions (rapport du HC).
- En outre, le Haut Commissaire ou son bureau feront également des **mises à jour/présentations orales**, y compris, *entre autres*, sur :
 - Point 2:
 - **Rapport annuel.**
 - Situation des droits de l'homme au **Myanmar**.
 - Promotion et protection des droits de l'homme **Nicaragua**.
 - Favoriser la réconciliation et l'établissement des responsabilités et promouvoir les droits de l'homme à **Sri Lanka**.

- Point 4:
 - Situation des droits de l'homme en **République populaire démocratique de Corée**.
 - La situation des droits de l'homme dans la République bolivarienne du **Venezuela**.
- Point 10:
 - Amélioration de la **coopération technique et du renforcement des capacités** dans le domaine des droits de l'homme.
 - Assistance technique et renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme en **République démocratique du Congo**.
 - Coopération avec l'**Ukraine** et assistance apportée à ce pays dans le domaine des droits de l'homme.
- Le Conseil organisera des **dialogues interactifs avec les procédures spéciales**, notamment les rapporteurs spéciaux, les experts indépendants et les groupes de travail.
 - Mandats **thématiques** :
 - RS sur les droits de l'homme et l'environnement
 - RS sur les mesures coercitives unilatérales
 - RS dans le domaine des droits culturels
 - EI sur l'albinisme
 - RS sur le droit à la vie privée
 - RS sur la liberté de religion ou de conviction
 - ID avec des mandats **spécifiques à pays** :
 - RS sur la lutte contre le terrorisme et les droits de l'homme
 - RS sur le droit à l'alimentation
 - RS sur la liberté de réunion pacifique et d'association
 - RS sur les défenseurs et défenseuses des droits de l'homme
 - RS sur les questions relatives aux minorités
 - RS sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
 - RS sur le logement convenable
 - EI sur les effets de la dette extérieure
 - RS la vente d'enfants, l'exploitation sexuelle d'enfants et les abus sexuels sur enfants
 - RS sur les droits des personnes handicapées
 - Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales

- RS sur la situation des droits de l'homme au Myanmar
- RS sur la situation des droits de l'homme en Erythrée
- RS sur la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran
- Le Conseil tiendra également des dialogues interactifs avec les missions d'enquête sur la République bolivarienne du Venezuela et la République islamique d'Iran, la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine, la Commission des droits de l'homme au Soudan du Sud et le Groupe d'experts des droits de l'homme sur le Nicaragua.
- Le Conseil tiendra également des dialogues interactifs avec la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question de la violence contre les enfants et la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la question des enfants et des conflits armés.
- Conformément à [HRC/PRST/OS/13/1](#), toutes les dialogues interactifs seront individuels.
- Le Conseil devrait adopter **32 projets de résolution**. La date limite pour soumettre un projet de résolution a été fixée au **jeudi 21 mars à 13 heures**.
- En outre, le Conseil devrait nommer **14 nouvelles procédures spéciales en matière de droits de l'homme**, dont deux membres du mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (un d'Afrique et un d'Amérique du Nord), l'EI sur la promotion d'un **ordre international démocratique et équitable**, l'EI sur la situation des droits de l'homme au **Mali**, le RS sur la promotion de la vérité, de la justice, de la réparation et des garanties de non-répétition, le RS sur les droits à la **liberté de réunion pacifique et d'association** ; cinq membres du GT sur les droits des **paysans** et des autres personnes travaillant dans les zones rurales (un pour chacun des groupes d'Afrique, d'Asie-Pacifique, d'Europe de l'Est, d'Amérique latine et des Caraïbes, ainsi que d'Europe occidentale et autres groupes) ; un membre du groupe de travail sur l'utilisation de **mercenaires** comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (du groupe africain) ; le RS sur la question des obligations en matière de droits de l'homme concernant la jouissance d'un **environnement sûr, propre, sain et durable** ; et le RS sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des **changements climatiques**. Plus d'informations sur le processus de nomination et les candidats sont disponibles [ici](#).^[1]
- La 55e session du Conseil des droits de l'homme adoptera le rapport final de l'examen périodique universel (EPU) de 14 États ([Allemagne](#), [Azerbaïdjan](#), [Bangladesh](#), [Burkina Faso](#), [Cabo Verde](#), [Cameroun](#), [Canada](#), [Colombie](#), [Cuba](#), [Djibouti](#), [Fédération de Russie](#), [Turkménistan](#), [Tuvalu](#) et [Ouzbékistan](#)).
- En raison des vacances des Nations Unies le vendredi 29 mars et le lundi 1er avril, aucune réunion ne sera organisée et aucune assistance technique ne sera proposée pendant ces jours.
- Pour consulter le projet de programme de travail complet du CDH55, veuillez cliquer [ici](#).^[2]

MODALITÉS POUR LA 55^{ÈME} SESSION

- La 55^{ème} session du Conseil des droits de l'homme se tiendra dans la salle XX.
- **À compter du 22 janvier 2024, la Division de la gestion des conférences de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) a indiqué qu'elle avait cessé d'assurer le service de toutes les réunions hybrides ou virtuelles sur quelque plateforme, système ou outil que ce soit (par exemple, Zoom, Interprefy, Webex, etc.), étant donné que l'Assemblée générale n'a actuellement aucun mandat pour la fourniture de services hybrides.**
- **Cette décision de cesser les services pour les réunions hybrides et virtuelles ne s'applique qu'à la participation à distance en direct. Les vidéos préenregistrées sont une forme de participation acceptée, au même titre que la participation en personne.** UN Web TV continuera également à retransmettre en direct les réunions du Conseil.
- Les organisations non gouvernementales (ONG) dotées du statut consultatif auprès de l'ECOSOC et les institutions nationales des droits de l'homme (INDH) dotées du statut "A" auraient la possibilité de présenter leurs déclarations en personne ou par le biais de déclarations vidéo préenregistrées. Afin d'équilibrer l'inclusivité et la faisabilité (en termes de temps et de ressources), la liste des orateurs pour les ONG pour chacun des débats généraux serait établie en fonction du nombre moyen d'ONG ayant participé à chacun des débats généraux lors des trois sessions de mars précédentes (c'est-à-dire les sessions 52, 49 et 46).
- Le système d'inscription en ligne des **États** sur la liste des orateurs pour tous les débats généraux, dialogues interactifs et les tables rondes ouvrira **le lundi 19 février 2024 à 16 heures** et fermera 24 heures avant la séance au cours de laquelle chaque débat est censé commencer. Après la clôture des inscriptions en ligne, les délégations peuvent encore s'inscrire ou se retirer en envoyant un courriel à l'adresse OHCHR-hrclistofspeakers@un.org.
- Le système en ligne pour la liste des orateurs pour les adoptions des **résultats de l'EPU ouvrira à 9h00 le lundi 11 mars et fermera à 18h00 le jeudi 14 mars 2024**. Aucune inscription ne sera possible après cette date.
- Pour les INDH et les ONG, la liste des orateurs pour tous les débats de cette session sera ouverte en ligne à **14h le mardi 20 février 2024**.
- Au cours de cette session, la liste des orateurs pour chaque table ronde sera générée par le système en fonction de la priorité indiquée par la délégation et de l'heure d'inscription.
- Conformément au programme de Mise en place des institutions du Conseil des droits de l'homme, chaque projet de résolution et/ou de décision doit faire l'objet d'au moins une consultation informelle ouverte avant d'être examiné par le Conseil.

MESURES EN FAVEUR DES PETITES DÉLÉGATIONS PENDANT LE CDH

Le Bureau d'assistance du CDH pour les PEID et les PMA vise à, virtuellement, faciliter la compréhension des sujets abordés lors du CDH et renforcer la participation des délégations de petits États pendant la session. Le Bureau d'assistance peut être joint avant, pendant, et après la session par courriel (ohchr-hrcdesksmallpm@un.org) ou par téléphone/WhatsApp +41 (0) 79 500 0032. Le Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale pour les PMA/PEID est également disponible pour des consultations sur demande.

- L'utilisation de l'outil en ligne e-deleGATE se poursuivra afin de faciliter le travail des délégués pendant le CDH. Cet outil permettra aux délégués de faire circuler, soumettre et de co-parrainer des résolutions, entre autres. Il est accessible via le [lien](#) suivant.^[3]

Les délégués pourront utiliser l'application de réunion Sched pour personnaliser leurs agendas et les synchroniser avec leurs calendriers. CDH55 Sched fournit des détails sur les réunions plénières ainsi que sur d'autres réunions programmées en parallèle à la session du CDH au Palais des Nations.



LES RÉUNIONS-DÉBATS

Le CDH55 devrait organiser **sept réunions-débats** sur les thèmes suivants :

- **Réunion-débat annuelle sur l'intégration des droits de l'homme** consacrée aux initiatives multilatérales visant à concrétiser, consolider et réaliser les droits des personnes handicapées, l'accent étant mis sur la pleine participation et l'inclusion effective de ces personnes dans la société (accessible aux personnes handicapées) (26 février, [note conceptuelle](#)).
- **Réunion-débat sur la lutte contre la haine religieuse constituant une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence** (8 mars, [note conceptuelle](#)).
- **Réunion-débat sur les difficultés rencontrées et les bonnes pratiques suivies dans le cadre de la réalisation du droit à la sécurité sociale et à des services publics de qualité** (8 mars, [note conceptuelle](#)).
- **Débat annuel sur les droits des personnes handicapées qui portera sur les bonnes pratiques dans le cadre des dispositifs de soutien favorisant l'inclusion des personnes handicapées dans la société** (11 mars, [note conceptuelle](#)).
- **Réunion annuelle d'une journée consacrée aux droits de l'enfant qui aura pour thème « Les droits de l'enfant et la protection sociale inclusive »** (14 mars, [note conceptuelle](#))
 - Thème 1 : Droits de l'enfant et protection sociale inclusive.
 - Thème 2 : Intégration des droits de l'enfant dans le système des Nations Unies.
- **Célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale** (*de plus amples informations seront bientôt disponibles*).

Les notes conceptuelles de ces débats seront disponibles [ici](#).^[4]

QUOI DE NEUF ?

Au cours du CDH55, les États examineront **77 rapports** du Secrétaire général, du Haut Commissaire, des groupes de travail et/ou des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

Ces rapports de l'ONU, mandatés par le Conseil dans le cadre de résolutions précédentes, seront disponibles [ici](#) une fois publiés.^[5]



Vue générale des participants à la 33e session ordinaire du Conseil des droits de l'homme. 13 septembre 2016.

UN Photo / Jean-Marc Ferré

'NOMBRE L'- PROJETS DE RESOLUTION ET AUTRES TEXTES AU CDH55^[6]

Sur la base des annonces faites lors de la réunion d'organisation du CDH55 (12 février), du calendrier volontaire des initiatives régulières et des initiatives récurrentes de l'année précédente (CDH52), les projets de résolution et autres textes suivants devraient être présentés lors du CDH55. Avant d'être adoptés, ces textes feront l'objet d'au moins une série de consultations informelles ouvertes avec les délégations intéressées.

RÉSOLUTIONS PORTANT SUR LA SITUATION D'UN PAYS

(* = Initiative officiellement annoncée lors de la réunion d'organisation du CDH55)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX) ^[7]	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE ^[8]
1	<u>Situation des droits de l'homme en Ukraine suite à l'agression russe*</u> .	Ukraine	1	Vote (<u>28-2-17</u>)
2	<u>Faire progresser les droits de l'homme au Soudan du Sud *</u>	Albanie, Norvège, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique	2	Vote (<u>19-09-19</u>)
3	<u>Situation des droits de l'homme dans le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et obligation de garantir la responsabilité et la justice, et obligation de garantir la responsabilité et la justice*</u> .	Pakistan (OCI, sauf Albanie)	2	Vote (<u>38-2-7</u>)
4	<u>Situation des droits de l'homme au Bélarus à la veille et au lendemain de l'élection présidentielle de 2020*</u> .	Union Européenne	4	Vote (21-5-21)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL(AUX)	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	HISTORIQUE DU VOTE
5	Situation des droits de l'homme au Myanmar*	Union Européenne	4	Consensus
6	Situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée*	Union Européenne	4	Consensus
7	Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran*	Islande, Macédoine du Nord, République de Moldavie, Royaume-Uni	4	Vote (23-8-16)
8	Situation des droits de l'homme en République arabe syrienne*	Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Qatar, Turquie, États-Unis d'Amérique	4	Vote (24-4-18)
9	Droits de l'homme dans le Golan syrien occupé*	Pakistan (OCI, sauf Albanie)	7	Vote (31-14-2)
10	Colonies de peuplement israéliennes dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et le Golan syrien occupé*	Pakistan (OCI, sauf Albanie)	7	Vote (38-4-5)
11	Droit du peuple palestinien à l'autodétermination*	Pakistan (OCI, sauf Albanie)	7	Vote (41-3-3)
12	Coopération avec la Géorgie*	Géorgie	10	Vote (22-4-21)

RÉSOLUTIONS THÉMATIQUES

(* =Initiative officiellement annoncée lors de la réunion d'organisation du CDH55)

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX) ⁽⁹⁾	POINT SUPPOSÉ À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ ⁽¹⁰⁾	HISTORIQUE DU VOTE ⁽¹¹⁾
1	<u>Le logement convenable en tant qu'élément du droit à un niveau de vie suffisant, et le droit à la non-discrimination à cet égard*</u>	Finlande, Brésil, Allemagne, Namibie	3	Biennuel	Consensus
2	Lutte contre la violence, la discrimination et les pratiques préjudiciables à l'encontre des personnes intersexuées*	Finlande, Australie, Chili, Afrique du Sud	3	Nouvelle initiative	N/A
3	<u>Effets de la dette extérieure et des obligations financières internationales connexes des États sur le plein exercice de tous les droits de l'homme, en particulier des droits économiques, sociaux et culturels*</u>	Cuba	3	Annuel	Consensus
4	<u>Liberté de religion ou de conviction*</u>	Union Européenne	3	Annuel	Consensus
5	<u>Mandat de l'expert indépendant sur les droits des personnes atteintes d'albinisme</u>	Cameroun (Groupe africain)	3	Triennuel	Consensus
6	<u>Mandat du rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels*</u>	Cuba	3	Triennuel	Consensus

	OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DU VOTE
7	<u>Mandat du rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement*</u>	Costa Rica, Maldives, Maroc, Slovénie, Suisse	3	Triannuel	Consensus
8	<u>Mandat du rapporteur spécial sur le droit au respect de la vie privée</u>	Autriche, Brésil, Allemagne, Liechtenstein, Mexique	3	Triannuel	Consensus
9	<u>Prévention du génocide*</u>	Arménie	3	Biannuel	Consensus
10	Promouvoir et renforcer une culture de la paix*	Gambie, Lesotho, Chili, Mozambique, Soudan du Sud, Côte d'Ivoire, Kazakhstan et Botswana	3	Nouvelle initiative	N/A
11	<u>Promotion d'une coopération mutuellement avantageuse dans le domaine des droits de l'homme*</u>	Chine	3	Annuel	<u>(26-15-6)</u>
12	<u>Droit au travail*</u>	Égypte, Grèce, Indonésie, Mexique, Roumanie	3	Biannuel	Consensus
13	<u>Droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques*</u>	Autriche, Mexique, Slovénie	3	Biannuel	Consensus
14	<u>Droits des personnes handicapées*</u>	Mexique, Nouvelle-Zélande	3	Biannuel	Consensus
15	<u>Droits de l'enfant : réalisation des droits de l'enfant et regroupement familial*</u>	Union Européenne, Uruguay (GRULAC)	3	Biannuel	Consensus

OBJET DE LA RÉOLUTION	PARRAIN(S) PRINCIPAL (AUX)	POINT SUPPOSE À L'ORDRE DU JOUR	PÉRIODICITÉ	HISTORIQUE DU VOTE	
16	<u>Rôle des États dans la lutte contre les effets négatifs de la désinformation sur l'exercice et la réalisation des droits de l'homme*</u>	Ukraine, Japon, Lettonie, Lituanie, Pologne, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique	3	Biannuel	Consensus
17	<u>L'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur la jouissance des droits de l'homme</u>	Azerbaïdjan (NAM)	3	Annuel	Vote (33-13-1)
18	<u>Le droit à l'alimentation*</u>	Cuba	3	Annuel	Consensus
19	<u>Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants*</u>	Danemark	3	Biannuel	Consensus
20	<u>Lutte contre l'intolérance, les stéréotypes négatifs et la stigmatisation, la discrimination, l'incitation à la violence et la violence à l'encontre des personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions*</u>	Pakistan (OCI)	9	Annuel	Consensus

LES MÉCANISMES DU CONSEIL

PROCÉDURES SPÉCIALES

17 titulaires de mandats thématiques (Rapporteurs spéciaux, Experts indépendants et Groupes de travail) présenteront leurs rapports (y compris les rapports de mission par pays) au cours du CDH55. En outre, 6 procédures spéciales spécifiques à un pays (Rapporteurs spéciaux et Experts indépendants) présenteront des rapports ou des mises à jour orales sur la situation des droits de l'homme dans les pays couverts par leur mandat et sur leur engagement auprès de l'État ou des États concernés.

MANDATS AYANT POUR OBJET LA SITUATION DANS UN PAYS

	MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT/DES MISES À JOUR ORALES ET DIALOGUE INTERACTIF ^{12]}
1	Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Érythrée	28 février
2	Rapporteur spécial sur l'Afghanistan	29 février
3	Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée	18 mars
4	Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar	19 mars
5	Rapporteur spécial sur les territoires palestiniens occupés	26 mars
6	Expert indépendant sur le Mali	28 mars

MANDATS THÉMATIQUES

	MANDAT	PRÉSENTATION DU RAPPORT ET DIALOGUE INTERACTIF	RAPPORT DE MISSION DANS LE PAYS
1	<u>Rapporteur spécial sur la vente et l'exploitation sexuelle d'enfants</u>	5 - 6 mars	<u>Philippines</u> Uruguay
2	<u>Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable</u>	5 mars	Pays-Bas
3	<u>Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction</u>	6 mars	<u>Tadjikistan</u> Suède
4	<u>Expert indépendant sur les droits des personnes atteintes d'albinisme</u>	6 mars	Panama
5	<u>Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement</u>	6 mars	<u>Chili</u> <u>Botswana</u>
6	<u>Rapporteur spécial sur la liberté réunion pacifique et d'association</u>	6 mars	
7	<u>Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation</u>	7 mars	
8	<u>Expert indépendant sur les effets de la dette extérieure</u>	7 mars	Liechtenstein Bahamas
9	<u>Rapporteur spécial sur les droits des personnes handicapées</u>	11 mars	<u>Géorgie</u>

	MANDATE	PRESENTATION OF REPORT AND INTERACTIVE DIALOGUE	COUNTRY MISSION REPORTS
10	Rapporteur spécial sur la torture	11 mars	Ukraine
11	Rapporteur spécial sur le droit à la vie privée	8 mars	Lituanie
12	Rapporteur spécial sur les droits de l'homme dans la lutte antiterroriste	11 mars	Bosnie-Herzégovine, Allemagne et Macédoine du Nord
13	Rapporteur spécial sur les défenseurs des droits de l'homme	12 mars	Tadjikistan Géorgie
14	Rapporteur spécial dans le domaine des droits culturels	12 mars	Allemagne
15	Groupe de travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises	14 mars	
16	Rapporteur spécial sur les questions relatives aux minorités	21 mars	Paraguay Tadjikistan
17	Rapporteur spécial sur les mesures coercitives unilatérales	A/HRC/55/42	

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE À L'APPUI DE LA PARTICIPATION DES PMA ET PEID

Le fonds d'affectation spéciale destiné à soutenir la participation des PMA et des PEID aux travaux du Conseil, créé en 2012, soutiendra **quatorze** représentants gouvernementaux (sept femmes et sept hommes) à participer au CDH55.

Les délégués viennent de :

- Antigua et Barbuda
- Bangladesh*
- Bénin*
- Burundi*
- Éthiopie
- Lesotho
- Maldives*
- Népal
- Sierra Leone
- Timor Leste
- Togo
- Trinité-et-Tobago
- Ouganda
- République unie de Tanzanie

* Membres du Conseil

THÈMES LES PLUS FRÉQUENTS DU CDH55*



*Sur la base de toutes les résolutions, dialogues interactifs, panels et rapports annoncés

NOTES EN FIN DE TEXTE

1. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/sp/CDH55>
2. <https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/hrbodies/hrcouncil/sessions-regular/session55/POW-HRC55-FR.doc>
3. <https://edelegate.un.int/>
4. <https://hrcmeetings.ohchr.org/HRCSessions/RegularSessions/55/Pages/Panel%20discussions.aspx>
5. <https://www.ohchr.org/en/hr-bodies/hrc/regular-sessions/session55/list-reports>
6. Lorsqu'ils sont présentés au Conseil, les projets de résolution (et autres textes) reçoivent un "numéro L"
7. Basé sur les principaux parrains des résolutions précédentes.
8. Résultats du vote de la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats des votes sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION)
9. Basé sur les principaux parrains des résolutions précédentes.
10. Basé sur le calendrier volontaire des résolutions thématiques.
11. Résultats du vote de la dernière fois que la résolution a été adoptée par le Conseil. Les résultats des votes sont représentés par (OUI - NON - ABSTENTION)
12. Dates susceptibles d'être modifiées

PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF SINGAPORE
UNITED NATIONS | GENEVA



UNIVERSAL RIGHTS GROUP

The content of this document does not represent the official position of the Permanent Mission of Singapore
